

Déclaration d'Ascona

10 principes pour une politique moderne des addictions

Réunis pendant trois jours pour l'Académie des Dépendances au Monte Verità à Ascona, des représentants du monde politique, de l'administration, des professionnels et des usagers ont formulé une nouvelle orientation pour une politique moderne des addictions. Elle vise pour l'avenir un nouvel équilibre, valable pour toutes les consommations, pour une réduction globale des risques et des dommages des différents types de consommation.

1. Une politique moderne des addictions doit se baser sur la réalité et pas sur une vision idéalisée des comportements humains.
2. Dans une politique moderne des addictions, les adultes ont la liberté de consommer, mais doivent aussi être soutenus si nécessaire, car ils n'ont pas tous les mêmes compétences en matière de consommation.
3. Une politique moderne des addictions inclut toutes les formes de consommation. Elle vise à en réduire les dommages et les formes les plus problématiques, tout en respectant la liberté individuelle et la protection des tiers.
4. Une nouvelle terminologie doit être élaborée pour une politique moderne des « addictions » qui puisse refléter les changements induits par une telle approche et qui puisse intégrer toutes les formes de consommations.
5. Les usagers et usagères ont une place centrale dans le développement de la politique moderne des addictions.
6. La société civile, l'opinion publique et une large alliance de toutes les parties prenantes sont intégrées dans la conception d'une politique moderne des addictions.
7. Selon les circonstances, les villes et les cantons doivent prendre le leadership pour le développement d'une politique moderne des addictions. Leur objectif est le management du vivre ensemble soit la qualité de vie et le respect des différences.
8. Les intérêts entre l'économie et le socio-sanitaire sont différents, mais une collaboration est possible, voire nécessaire. Cette collaboration a un plus grand potentiel avec des petites industries responsables et ancrées dans la communauté.
9. Une réglementation de tous les marchés permettra aux consommateurs de participer aux coûts globaux via une taxe sur le prix d'achat.
10. Un espace d'innovation est nécessaire, au-delà des cadres juridiques établis, pour développer de nouvelles offres et pour aller progressivement vers une réglementation cohérente de toutes les substances et marchés.